

Repères sur la Turquie n° 11 :

Génération Gezi ?

Simon Evain

Juillet 2014

En juin 2013 se déroulait le plus grand mouvement de contestation anti-gouvernementale de ces trente dernières années en Turquie. A l'origine de ce dernier, une mobilisation pour la défense du parc Gezi, situé au milieu de la mégapole d'Istanbul, et voué à la destruction pour laisser place à la réplique d'une caserne ottomane du XIX^{ème} siècle. La protestation des riverains et des groupes d'opposition traditionnels, cristallisée au départ autour de revendications écologistes, s'est rapidement transformée en une lutte contre l'autoritarisme du pouvoir. Les observateurs ont été frappés par la forte implication de la jeunesse dans le mouvement, suggérant l'apparition d'une « génération Gezi ».

Pourquoi s'intéresser plus particulièrement aux « jeunes » parmi les manifestants ? La jeunesse est cette période de transition entre l'enfance et l'âge adulte, entre 15 et 24 ans, où les personnalités se construisent entre reproduction des codes des générations précédentes et volonté de changement social. Le rôle politique et social de la jeunesse turque est un sujet familier pour les sociologues et les historiens, partant du principe que celle-ci peut être considérée de façon homogène et qu'elle a été mobilisée dans le passé au service de projets collectifs. Aujourd'hui sa fragmentation remet pourtant largement en cause l'idée d'une « génération Gezi » cohérente, partageant des idéaux et des objectifs.

A l'été 2013 la Turquie vivait au rythme des manifestations et la jeunesse s'exposait pour la première fois sur la scène politique. Un an plus tard le pays est de nouveau sous contrôle et la « génération Gezi » semble rentrée dans le rang. Entre tradition et modernité, la jeunesse turque peut elle devenir un vecteur d'évolution sociale ?

Simon Evain est un étudiant de Master 2 Géopolitique à l'Université de Paris-Est Marne-La-Vallée. Passionné par la politique turque, il effectue son stage au centre Turquie



« Repères sur la Turquie » propose un éclairage ponctuel et original sur des sujets d'actualité

Programme « Turquie Contemporaine »

Le programme de recherche « Turquie Contemporaine » de l'Ifri offre régulièrement des outils d'analyse à destination du grand public et des décideurs. Il vise également à promouvoir le dialogue franco-turc à travers des partenariats diversifiés entre les sociétés civiles des deux pays.

La jeunesse turque comme « avant-garde de la nation »

Le « mythe de la jeunesse » est un élément essentiel pour comprendre et appréhender le phénomène de génération politique en Turquie. Ce concept sociopolitique met en lumière le lien étroit qu'entretient l'Etat turc avec sa jeunesse, en lui attribuant un rôle politique et social spécifique. Les prémices de ce fonctionnement apparaissent avec les vastes réformes entreprises dès 1845 pour moderniser l'Empire Ottoman. Le développement de l'éducation moderne a pour but à cette époque de créer une nouvelle élite ottomane plus en adéquation avec son temps. La modernisation de l'éducation passe par la création de lycées internationaux (comme le lycée franco-ottoman de Galatasaray) et d'universités pluridisciplinaires (l'université d'Istanbul, première en son genre combinant enseignement scientifique et littéraire). Ces lieux d'enseignement sont fréquentés par l'aristocratie et la bourgeoisie ottomane, le reste de la population continuant d'étudier dans les écoles coraniques traditionnelles, les *medrese*¹. Ce système éducatif, privilégiant une minorité, entraîne une polarisation de la jeunesse : d'un côté, une élite progressiste et de l'autre, une masse conservatrice². La volonté de former une nouvelle jeunesse comme relais et miroir de la modernité perdure sous la République ; elle est même renforcée par Mustafa Kemal Atatürk, initiateur du « mythe de la jeunesse » turc. Dès 1924, le fondateur de la République tente de régler le problème de la polarisation de la jeunesse par la Loi sur l'unification de l'Enseignement. Celle-ci met fin à la dualité éducative en généralisant un enseignement primaire et secondaire unique. L'enseignement supérieur est toujours perçu comme un élément clé dans la formation d'élites politiques loyales à la République et devient rapidement une priorité pour l'Etat. Mustafa Kemal voit la jeunesse comme un « produit de la modernisation » et lui donne en même temps pour rôle de diffuser celle-ci. Cette mission de la jeunesse est officialisée en octobre 1927 dans le Nutuk³, ce discours-fleuve où Kemal déclare : « Ô jeunesse turque, nous avons bâti la République, c'est à vous de la faire vivre et de lui permettre de s'élever ». Ainsi la jeunesse, symbole de la modernité, est aussi son bras armé, au service du projet étatique.

Le mythe de la jeunesse est *de facto* à l'origine de la notion de générations politiques en Turquie : l'Etat s'attache désormais à modeler la jeunesse en fonction de ses propres objectifs politiques. La jeunesse accompagne les mutations politiques internes du pays et se redéfinit à chaque tournant politique historique. La sociologue turque Demet Lüküslü distingue ainsi trois générations politiques successives en Turquie, chacune ayant un caractère propre du fait d'un événement fondateur différent⁴. La première génération (1930 à 1950) est largement marquée par la consolidation de la République de Turquie et l'application des principes kémalistes. C'est une génération militante au service de l'Etat, qui doit lutter contre les traditions ottomanes et moderniser le pays ; cette génération que l'on peut qualifier de « kémaliste » reflète en tout point les attentes de l'Etat turc et incarne le mythe de la jeunesse initial. La deuxième génération (années 1960 et 1970) naît avec les coups d'Etat de 1960 et de 1971. La répression des militants et partisans de la gauche entraîne à cette époque la démobilisation politique de la jeunesse ; le désengagement est particulièrement flagrant après le coup d'Etat de 1971⁵. Cependant, cette génération reste fortement attachée à son rôle de force modernisatrice, qu'elle continue d'assumer non plus dans l'espace public mais plutôt dans la sphère privée ; l'émergence du culte des martyrs fait aussi perdurer, dans la gauche militante, une forme de politisation. Cette génération pourrait être appelée la « génération prudente ». Enfin, la troisième génération (après 1980) marque un nouveau point de rupture dans l'idéal étatique

et amène la fin du mythe de la jeunesse. L'élément fondateur de cette génération est le coup d'Etat de 1980 perpétré par le Conseil national de sécurité (*Milli Güvenlik Kurumu*, MGK)⁶. La violence politique endémique entre forces d'extrême droite et d'extrême gauche et l'instabilité des formations politiques ont permis au MGK de s'emparer du pouvoir dans le but de « pacifier » la société turque. Pour atteindre cet objectif, les militaires vont s'attacher à dépolitiser minutieusement l'espace public, ce qui implique notamment de neutraliser la jeunesse. Ils créent en 1981 le Conseil de l'enseignement supérieur⁷, organe de surveillance des universités, considérées comme un vivier de troubles politiques et un lieu de production de violence sociale. Plus généralement, la forte répression policière envers les sympathisants de gauche contribue aussi à dépolitiser la société⁸. La jeunesse turque se voit finalement dépossédée de toute expression politique aussi bien à l'université, qui a perdu son autonomie, que dans le reste de l'espace public. La génération modelée par le coup d'Etat de 1980 s'écarte donc du schéma générationnel politique turc puisqu'elle est la première à ne pas participer à l'évolution politique du pays. De plus, les premières réformes de libéralisation de l'économie, sous la conduite de Turgut Özal, enclenchent le passage vers une société de consommation, rendant la jeunesse turque un peu plus individualiste. La « génération post années 80 »⁹, produit de son temps, est à la fois néolibérale et apolitique.

Génération Gezi ou génération AKP ?

Au regard de ce schéma historique des générations, la « génération Gezi », telle que décrite dans les journaux après la grande mobilisation de 2013, n'existe pas. Le point de césure générationnel important n'est en effet pas le mouvement Gezi en soi, mais bien l'arrivée de l'AKP au pouvoir en 2003. Ce dernier veut en effet rompre avec la conception kémaliste classique de la société turque et tente de promouvoir un nouveau système de valeurs, comme en témoignent les différentes réformes et ouvertures accomplies durant les premières années sur les questions sociales, politiques et économiques. La jeunesse turque actuelle a grandi avec ce parti au pouvoir depuis 10 ans et s'est imprégnée de son attitude politique. Elle a bénéficié de la démocratisation de la vie politique (fin des interférences de l'armée, mise en conformité avec la loi européenne sur le statut des partis, élection présidentielle au suffrage universel direct...), des progrès très rapides de l'économie turque (libéralisation et croissance soutenue) ainsi que d'avancées sociales inédites (ouvertures vers les minorités religieuses et ethniques). Le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan a de surcroît explicitement proclamé son intention de créer une jeunesse religieuse incarnant ses valeurs, ce qui s'intègre parfaitement dans la tradition du « mythe de la jeunesse »¹⁰. La nouveauté est ici que les critères de modelage de la jeunesse ne sont plus des principes kémalistes, essentiellement laïques, mais plutôt des paramètres religieux. Le pacte libéral proposé par l'AKP est assez clair : « en échange de la croissance, de la prospérité et de la fin de la démocratie sous tutelle de l'armée, acceptez la société de consommation, la domination des références religieuses et conservatrices et n'allez pas faire de la politique comme vos parents »¹¹. De plus, l'explosion du nombre des universités, passant de 19 en 1980 à 174 en 2013, a permis à l'AKP de démocratiser le pacte. La jeunesse turque incarne dès lors par bien des traits ce nouveau projet social : elle est consumériste, éduquée, tout en subissant une pression sociétale pour conformer son mode de vie avec les valeurs traditionnelles.

Il semble ainsi plus pertinent de parler de « génération AKP ». Lors des grandes manifestations de juin 2013, les médias ont pourtant mis en avant la jeunesse comme moteur de la révolte. Or, en regardant de plus près les estimations, on se rend compte que la proportion des jeunes dans la mobilisation dépasse un peu le tiers, la tranche d'âge des 19-25 ans représentant seulement 39.6% des manifestants¹². On peut y adjoindre la tranche suivante, celle des 26-30 ans soit 24%, ce qui donnerait 63.6%. Notons que cette dernière tranche était encore adolescente lors des réformes de l'AKP et n'a pas grandi avec son pacte libéral. Le dernier tiers des manifestants est constitué par une partie de la « génération 80 », également descendue dans la rue. Finalement, les deux tiers des manifestants sont plutôt issus de la « génération 80 ». Mais qui formait les bataillons de la première tranche ? Les jeunes qui ont protesté dans les rues d'Istanbul et des autres villes représentent avant tout la partie de la jeunesse turque la plus urbaine, éduquée, occidentalisée, la frange ancrée dans les principes traditionnels kémalistes et se situant politiquement plutôt à gauche. Il ne s'agit donc que d'une partie de la jeunesse turque, puisque ni la jeunesse religieuse conservatrice, acquise à l'AKP, ni la jeunesse kurde, qui se bat pour la défense des droits de cette minorité numériquement importante, ne sont sorties dans la rue.

La modernité contrariée de la jeunesse turque

Les manifestants ont toutefois démontré qu'une partie de la jeunesse rejetait le pacte éducatif passé avec l'AKP et que la modernisation prônée par le parti se retournait contre lui-même. Au regard des générations passées, les revendications et l'attitude politique de la jeunesse manifestante ne sont pas vraiment novatrices. Le mouvement Gezi s'est posé dans un dépassement des combats idéologiques classiques pour se focaliser contre l'autoritarisme d'Erdoğan. Il ne cherche pas à s'emparer du pouvoir, mais veut le faire évoluer vers plus de démocratie, réactivant en fait les aspirations de la génération 80 qui avait dû cantonner sa réflexion politique à la sphère privée. La génération 80 et la jeunesse turque actuelle ont souvent été décrites comme apolitiques et individualistes ; elles se situent en fait dans un schéma légèrement différent de politisation. Les parents des manifestants de Gezi avaient tout autant d'attentes concernant la démocratisation de la Turquie, mais le climat extrêmement répressif qui a suivi le coup d'Etat de 1980 a restreint, voire stoppé, leur désir d'action. La jeunesse de Gezi a été éduquée par ses parents à ne pas parler de politique en public et à ne pas agir ; à ne pas manifester. Pourtant, en juin 2014, elle est finalement sortie dans la rue, sans doute parce qu'il s'agit d'une génération plus confiante, baignée de discours libéraux. Les jeunes sont-ils sortis dans la rue par méconnaissance de la répression étatique passée, poussés par la génération de leurs parents frustrés de n'avoir pas agi plus tôt ou simplement parce que les manifestations étaient vécues comme une sorte de grande fête partagée ?

En tout cas, les manifestations n'ont débouché sur aucune réforme politique concrète, aucune structure d'action politique organisée susceptible de faire bouger le paysage¹³. La leçon à en tirer est donc que la jeunesse manifestante n'a pas su sortir du schéma de politisation inculqué par ses parents et par l'Etat. Prétendant faire de la politique hors du cadre politique classique, elle n'a finalement pas de prise sur la dynamique politique réelle.

La jeunesse de Gezi a choisi la contestation virtuelle comme mode d'expression privilégié, pour ouvrir un autre espace de liberté politique. Ceci la distingue immédiatement de ses parents : c'est une génération numérique. Internet et les réseaux sociaux ont joué un rôle majeur dans la diffusion du mouvement Gezi, compensant largement l'inaction des médias traditionnels. Entre le 31 mai et le 1^{er} juin 2013, plus de 2 millions de tweets ont été émis sous les hashtag *OccupyGezi* ou *DirenGeziParkı* (« RésistezParcGezi »). Facebook a été inondé de photographies et de vidéo en direct dès le début du mouvement. Tous ces canaux virtuels ont permis de mobiliser et de diffuser rapidement et efficacement l'information en Turquie, puisque 69% des Turcs affirment avoir eu connaissances des événements par les réseaux sociaux. Face à la pression de l'Etat, des groupes de hackers s'en sont également pris aux sites officiels.

En retour, Tayyip Erdoğan a développé un discours vindicatif désignant internet comme un danger pour le pays. Ce discours étatique met en lumière la dichotomie entre la théorie et la pratique de la modernisation voulue par l'AKP, une modernisation qui doit finalement correspondre aux attentes de l'Etat et le servir. Mais la « classe créative »¹⁴ turque s'est rapidement approprié l'espace virtuel, portant sa voix au-delà de la scène politique classique. Le type de messages émis, souvent sur le ton humoristique, en privilégiant la qualité esthétique – le mouvement de Gezi était photogénique avant tout, a facilité la diffusion¹⁵. L'utilisation des outils de communication moderne dans le cadre de la contestation de Gezi révèle ainsi deux faits : le niveau de modernité de la jeunesse turque, habituée à utiliser ces outils, mais aussi la faible capacité de réaction du pouvoir, qui dans un premier temps n'a pas compris leur portée. Les conséquences de cette mobilisation virtuelle se font encore aujourd'hui sentir en Turquie, le pouvoir s'efforçant de contrôler l'internet en bloquant ou en interdisant certains sites, tel Google Plus après Twitter et YouTube. Les événements de Gezi révèlent donc l'archaïsme de l'AKP dans sa vision de la modernisation mais aussi la déception des jeunes gézistes et de la « classe créative » turque qui se sentent étrangères dans leur pays. Mais Gezi indique aussi les limites des réseaux sociaux comme outil politique : le bavardage virtuel qui se poursuit n'empêche pas l'AKP de reprendre ensuite sévèrement en main le jeu politique.

La multitude de termes utilisés pour parler du mouvement Gezi, entre « génération Gezi » et « esprit de Gezi », révèle ainsi bien des approximations. Il y a évidemment la difficulté de la presse occidentale à comprendre les rouages intimes de la mobilisation, mais aussi une forme de projection : le souhait de voir en cette jeunesse manifestante l'incarnation de l'ancrage de la Turquie dans notre propre sphère politique. En témoigne aussi le parallèle osé avec les événements de mai 1968 en France. Le sentiment de proximité avec la jeunesse turque exprimé par la presse occidentale se fonde probablement sur les revendications démocratiques du mouvement, en cohérence avec le propre mythe démocratique de l'Occident : la Turquie comprendrait enfin ses erreurs et adopterait le « vrai » modèle démocratique qui lui est vanté depuis 50 ans par l'Union Européenne.

Pourtant, le primat de la génération AKP sur l'effervescence transitoire d'une partie de la jeunesse turque à Gezi illustre plutôt la persistance de la culture politique de l'Etat tout-puissant en Turquie. L'énergie sans objectif de la jeunesse de Gezi est un bon exemple des dérives de la construction politique et sociale turque. Le schisme entre gézistes et non gézistes de la génération AKP illustre en outre bien le glissement du terme de modernisation, associé à l'origine à une occidentalisation pure et surtout à la sécularisation, et qui tend actuellement vers un syncrétisme politico-religieux. Synthèse des générations précédentes et des conceptions sociales de l'AKP, la « génération AKP » est moins extrémiste dans ses idées et ses actions politiques. La jeunesse turque a encore du mal à se détacher de son rôle de soldat ou d'ennemi de l'Etat, pour trouver sa propre voie.

- ¹ Joëlle Pierre, « Finalités, évolution et avenir des principes kémalistes en matière d'éducation », in *La République laïque turque, trois quart de siècle après Atatürk*, sous la direction de Robert Anciaux, Paris, IERL, 2003, p.13-77.
- ² Demet Lüküslü, « Attitude apolitique des jeunes en Turquie : Une tactique pour éviter la polarisation ? », in *Dynamiques contemporaines en Turquie, ruptures, continuités ?* Hors-série de *EuroOrient*, Paris, octobre 2010, p.218 – 227.
- ³ Prononcé par Atatürk en octobre 1927 lors du 2^{ème} congrès du CHP, le discours de Nutuk est le texte fondateur du kémalisme. Il retrace l'histoire de la Turquie moderne depuis le début de la Guerre d'Indépendance en 1919 jusqu'à l'instauration de la République en 1923, pour exalter la nouvelle Turquie en opposition avec l'Empire Ottoman.
- ⁴ Demet Lüküslü, *op.cit* , p. 1.
- ⁵ Nicolas Camelio, *Le coup d'Etat de 1971. Répression, changement de génération et radicalisation des organisations de gauche en Turquie*, communication au 4^{ème} Congrès du réseau francophone des associations de Science politique, 20-22 avril 2011, Bruxelles. http://www.absp-cf.be/IMG/pdf/st_18_-_2_-_2_camelio.pdf
- ⁶ Le Conseil National de Sécurité (*Milli Güvenlik Kurumu*), qui rassemble les principaux officiers de l'armée turque, a assuré pendant plus de deux décennies le contrôle du gouvernement civil. Il est devenu consultatif en 2003.
- ⁷ Le YÖK (Yüksek Öğretim Kurulü) est composé de 21 membres désignés par le président de la République sur proposition du Conseil des ministres.
- ⁸ Paul CORMIER, *La gauche turque en Turquie : une histoire tourmentée*, Note IFRI, septembre 2014.
- ⁹ « post-1980 generation » dans le texte d'origine, Demet Lüküslü, *Necessary conformism: An art of living for young people in Turkey*, in *New Perspective of Turkey*, n°48, 2013, p. 79-100.
- ¹⁰ AFP, *Le premier ministre turc inquiète les défenseurs de la laïcité*, Le Point, 9 février 2012. http://www.lepoint.fr/societe/le-premier-ministre-turc-inquiete-les-defenseurs-de-la-laicite-09-02-2012-1429362_23.php
- ¹¹ Joseph Richard, *La révolte de la génération AKP*, pp 136-141, in RAMSES 2014 « Les jeunes vers l'explosion », Paris, IFRI/Dunod, 2013, p. 136-141.
- ¹² Résultat d'une enquête faite le 5 juin 2013 par Esra Ercan Bilgiç et Zehra Kafkasli, professeurs à l'université de Bilgi. <http://www.nationalturk.com/en/survey-gezi-park-case-activists-protests-24412>
- ¹³ 54.5% des manifestants se déclaraient apolitiques. Le mouvement a débouché sur la formation d'un petit « parti Gezi », créé par des personnalités issues de la génération 80.
- ¹⁴ Richard Florida, *The Rise of the Creative Class*, Washington, Basics Book, 2002. La classe créative, urbaine, mobile, qualifiée et connectée, serait la cheville ouvrière du développement économique et politique d'un pays.
- ¹⁵ Les manifestants ont surpris par leur capacité à l'autodérision et à l'humour comme moyen d'expression alternatif. Plusieurs exemples le prouvent : CNN Turkey diffusait un reportage sur les pingouins alors que Taksim s'enflammait, de dernier devient dès lors le symbole du mouvement. Le Premier Ministre les traite de « vandales » (*çapulcu* en turc), les manifestants parodient la célèbre chanson du groupe américain LMFAO « everyday I'm shuffling » en « everyday I'm çapulling ». De plus, la contribution des étudiants des Beaux-arts aux mouvements de rue a été valorisée lors de la Biennale d'Art Contemporain d'Istanbul en 2014. <http://bienal.iksv.org/en>